HEINRICH BÖLL STIFTUNG
ÉCOLOGIE

NUMÉRO 44.6

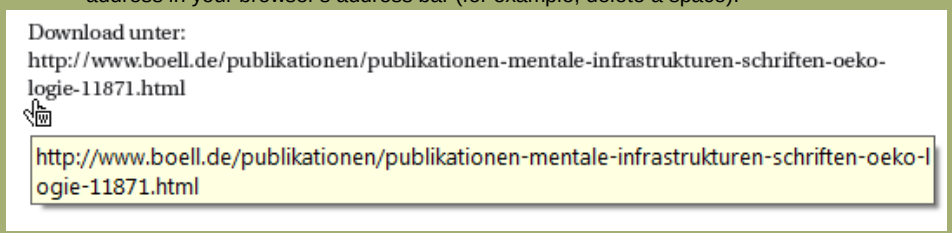
# Agroécologie paysanne – La Via Campesina en action: des solutions pour le climat

De Via Campesina

# Note on web links

Based on technical changes caused by typesetting some links in this document may have gotten altered, for example through the addition of a separator, and may thus be faulty. Others may have become invalid due to changes on the respective websites.
To verify whether a link is complete, place the mouse pointer on the link and compare the displayed address with the one in the document.

In the document the link may appear to be complete, yet technically its validity may be compromised by a delimiter. You can correct such errors by simply editing the address in your browser's address bar (for example, delete a space).




In other cases it will be easier to locate the document through web search by entering the document's title and, if necessary, the name of the website and the file type. To do this, copy the document's title into your search window, for example the brochure "mental infrastructure", and, to narrow your search, add ñsite:nameofsite.orgò and ñfiletype:pdfò

We apologize that we are not always able to provide accurate links.
Your editorial team

# AGROÉCOLOGIE PAYSANNE – LA VIA CAMPESINA EN ACTION: DES SOLUTIONS POUR LE CLIMAT

HEINRICH BÖLL STIFTUNG
**PUBLICATION DE LA COLLECTION ÉCOLOGIE**
**NUMÉRO 44.6**

# Agroécologie paysanne – La Via Campesina en action: des solutions pour le climat

**De Via Campesina**

**Publiée par la Fondation Heinrich Böll**

## L'auteurs

**Via Campesina** est un mouvement social international qui rassemble des paysannes et des paysans, des petits et des moyens producteurs, des sans terre, des femmes et des jeunes du monde rural, des peuples autochtones, des migrants et des travailleurs agricoles. Il défend l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire comme moyen pour promouvoir la justice sociale et la dignité. Il s'oppose clairement à l'agriculture industrielle qui détruit les relations sociales et l'environnement.

Cette publication est publiée sous une licence Creative Commons: https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr. Attribution – Vous devez créditer l'Œuvre, intégrer un lien vers la licence et indiquer si des modifi cations ont été eff ectuées à l'Oeuvre. Vous devez indiquer ces informations par tous les moyens raisonnables, sans toutefois suggérer que l'Off rant vous soutient ou soutient la façon dont vous avez utilisé son Oeuvre. Pas d'Utilisation Commerciale – Vous n'êtes pas autorisé à faire un usage commercial de cette Oeuvre, tout ou partie du matériel la composant. Pas de modifi cations – Dans le cas où vous eff ectuez un remix, que vous transformez, ou créez à partir du matériel composant l'Oeuvre originale, vous n'êtes pas autorisé à distribuer ou mettre à disposition l'Oeuvre modifi ée.

Agroécologie paysanne – La Via Campesina en action: des solutions pour le climat
De Via Campesina
Numéro 44.6 publication de la collection écologie (version française)
Publiée par la Fondation Heinrich Böll 2018

Design éditorial: feinkost Designnetzwerk, Constantin Mawrodiew
Secrétaire de rédaction: Marie Errazuriz
Imprimerie: ARNOLD group, Großbeeren
ISBN 978-3-86928-194-0

Fondation Heinrich Böll, 80 Quai Jemmapes, bâtiment F, 75010 Paris, France

Heinrich-Böll-Stiftung, Schumannstr. 8, 10117 Berlin, Allemagne
**T** +49 (0)30 28534-0 **F** +49 (0)30 28534-109 **E** buchversand@boell.de **W** www.boell.de

# TABLE DES MATIÈRES

Préface 7

PREMIÈRE PARTIE
Entreprises agroindustrielles contre agroécologie paysanne 9

- Entreprises agroindustrielles 9
- Agroécologie paysanne 12

DEUXIÈME PARTIE
Actions de terrain en faveur de l'agroécologie et la souveraineté alimentaire 15

- La production paysanne et l'élevage à petite échelle réduisent les émissions de GES et conservent les ressources du sol 15
- Les paysans et paysannes en Indonésie défendent leurs droits en résistant à l'accaparement des terres et à la déforestation 20
- Des solutions réelles dans la région Afrique de l'Est et du Sud (SEAf) de LVC 21
- Agroécologie: une récupération juste et une aide mutuelle à Porto Rico suite aux ouragans de 2017 23

Conclusion 27
Travaux cités 29

*Photo en haut: L'agroécologie paysanne a de solides racines féministes. Elle reconnait les femmes en tant que qu'agents centraux de la transformation agroécologique.*

*Photo en bas: Les brigades permettent aux femmes, aux hommes, aux jeunes et aux plus âgés de travailler la terre collectivement. Les brigades ont aussi une dimension politique. Avec les bottes sur la terre et les outils dans les mains, les brigades deviennent un espace idéal où les groupes sur le terrain peuvent poursuivre leur processus de formation dans un format campesino-a-campesino (paysan-à-paysan).*

# PRÉFACE

L'agriculture et le système alimentaire industriels sont au cœur de la crise climatique et ils ne peuvent pas être ignorés dans le cadre des discussions sur les voies vers un monde limité à 1,5°C.[1,2] Le PICC a constaté qu'en 2014 l'agriculture et le changement dans l'utilisation des sols sont responsables d'environ un quart des émissions de gaz à effet de serre planétaires (GES) (Smith et al. 2014). Cependant, les gouvernements et les entreprises, au lieu de prendre des mesures immédiates et de grande portée pour être les moteurs d'un changement profond, favorisent les marchés du carbone, la géo-ingénierie et les solutions technologiques qu'ils décrivent comme «une triple solution gagnante» pour atteindre la durabilité, le développement et l'équité (Karlsson et al. 2018).

Le marché du carbone, les organismes génétiquement modifiés (OGM), REDD+[3], l'agriculture intelligente face au climat et la géo-ingénierie sont des efforts capitalistes pour dominer et instrumentaliser la nature au service des profits qui ne cessent de croître. Ces «fausses solutions» qui reposent sur le marché sont conçues pour résoudre la crise d'accumulation et non pas la crise climatique.

En tant que mouvement paysan mondial, La Via Campesina (LVC)[4] se trouve en première ligne de la catastrophe climatique. Nous considérons que pour stopper la crise climatique un changement radical est nécessaire pour éliminer sa cause principale – le système capitaliste.

Ce chapitre évoque des aspects essentiels du changement de système dans l'agriculture et décrit des expériences concrètes de résistance organisée et d'alternatives qui rendent possible le changement. La première partie définit le point de vue de La Via Campesina par rapport à la crise climatique et démontre que, alors que

1 Même si le mot «agriculture» n'a pas été nommé une seule fois dans l'Accord de Paris, 94 % des pays abordent l'agriculture dans leurs stratégies pour lutter contre le changement climatique (Confédération Paysanne et CCFD-Terre Solidaire 2016).

2 Un «monde limité à 1,5 degrés Celsius» fait référence à limiter l'augmentation de température à 1,5 degrés Celsius au-delà des niveaux préindustriels.

3 REDD/REDD+ signifie Diminution des émissions issues de la déforestation et de la dégradation de forêts. Définition dans le détail ci-dessous, REDD/REDD+ est un programme de marché du carbone qui a des implications pour la justice sociale dans les communautés forestières.

4 La Via Campesina est un mouvement international qui rassemble des millions de paysannes et de paysans, de petits et de moyens producteurs, de sans terre, de femmes et de jeunes du monde rural, d'indigènes, de migrants et de travailleurs agricoles du monde entier. Fortement enracinée dans un esprit d'unité et de solidarité entre ces groupes, elle défend l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire comme moyen pour promouvoir la justice sociale et la dignité. Elle s'oppose clairement à l'agriculture industrielle qui détruit les relations sociales et la nature. (https://viacampesina.org/fr/quest-via-campesina)

le système alimentaire industriel est un des principaux responsables du réchauffement de la planète, l'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire[5] offrent un grand potentiel pour réduire les émissions – y compris en gardant les combustibles fossiles sous la terre, en s'adaptant aux changements climatiques et en atteignant la justice sociale. L'agroécologie paysanne et la souveraineté alimentaire sont des visions sociales, politiques et écologiques qui fédèrent différents secteurs au sein d'un seul mouvement pour mettre au défi le cours normal de l'activité des entreprises et qui créent des systèmes de contrôle partagé quant aux besoins nécessaires pour vivre. La deuxième partie décrit quatre luttes de quatre membres de La Via Campesina en faveur de la justice climatique: comment des paysans et les paysannes en France, en Indonésie, en Afrique de l'Est et du Sud et à Porto Rico résistent aux fausses solutions et développent des chemins vers le nouveau système.

5 Selon la Déclaration de Nyéléni, «la souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires au lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération. Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel. Elle donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les producteurs locaux». (Déclaration de Nyéléni, 2007). Voir aussi: ECVC 2018.

PREMIÈRE PARTIE

# Entreprises agroindustrielles contre agroécologie paysanne

Fin de bien comprendre la crise climatique et son rapport avec l'agriculture il faut distinguer deux systèmes agroalimentaires:

1. Les entreprises agroindustrielles dirigées par un petit groupe d'entreprises de plus en plus grandes qui cherchent à faire croître leur rentabilité (y compris par la financiarisation de la nature);
2. L'agroécologie paysanne pratiquée par les paysans et paysannes et autres producteurs d'aliments à petite échelle, avec le soutien de leurs alliés urbains et ruraux. Ensemble, ils cherchent à répondre aux besoins des hommes en travaillant avec la nature.

Cette analyse est importante car elle dévoile les relations de pouvoir qui configurent le système agroalimentaire. Elle nous permet d'évaluer de manière plus claire quel système va accompagner une transition juste hors de la crise climatique et vers une justice climatique.

## Entreprises agroindustrielles

Dans leur ensemble, entre 44 et 57 % de toutes les émissions de GES proviennent de la chaîne alimentaire industrielle. Ceci comprend les émissions provenant de la déforestation, de l'agriculture, de la transformation, de l'emballage, de la vente, du transport, de la réfrigération et des déchets (voir figure 1). Chaque maillon de cette chaîne alimentaire est contrôlé par un petit nombre de multinationales de grande taille et fortement intégrées (Mooney 2017). Les décisions qu'elles prennent ont une profonde influence sur les communautés et l'environnement locaux ainsi que sur le climat mondial.

Un quart du transport mondial fournit cette chaîne alimentaire commerciale lointaine (Eurostat 2011). La chaîne alimentaire industrielle dans son ensemble encourage la consommation de produits transformés au lieu de produits frais de proximité. Elle utilise des processus de transformation, d'emballage et de réfrigération énergivores afin de conserver pendant plus de temps des produits qui seront transportés dans le monde entier. C'est un marché alimentaire mondial gouverné par la logique de la surproduction. Cela signifie jeter «jusqu'à la moitié de la nourriture

qu'il produit dans son trajet des producteurs aux commerçants, aux transformateurs d'aliments, aux magasins et aux supermarchés» (GRAIN 2016). En outre, ce système est responsable de l'augmentation du volume de terres consacrées à l'agriculture industrielle dans le monde, en mettant en péril les savanes, les zones marécageuses, les cerrados et les forêts car on modifie de l'utilisation des sols. Les plantations de soja, de sucre de canne, d'huile de palme, de maïs et de colza destinées à la production industrielle des produits alimentaires sont les principales responsables de la déforestation dans le monde aujourd'hui (GRAIN 2016).

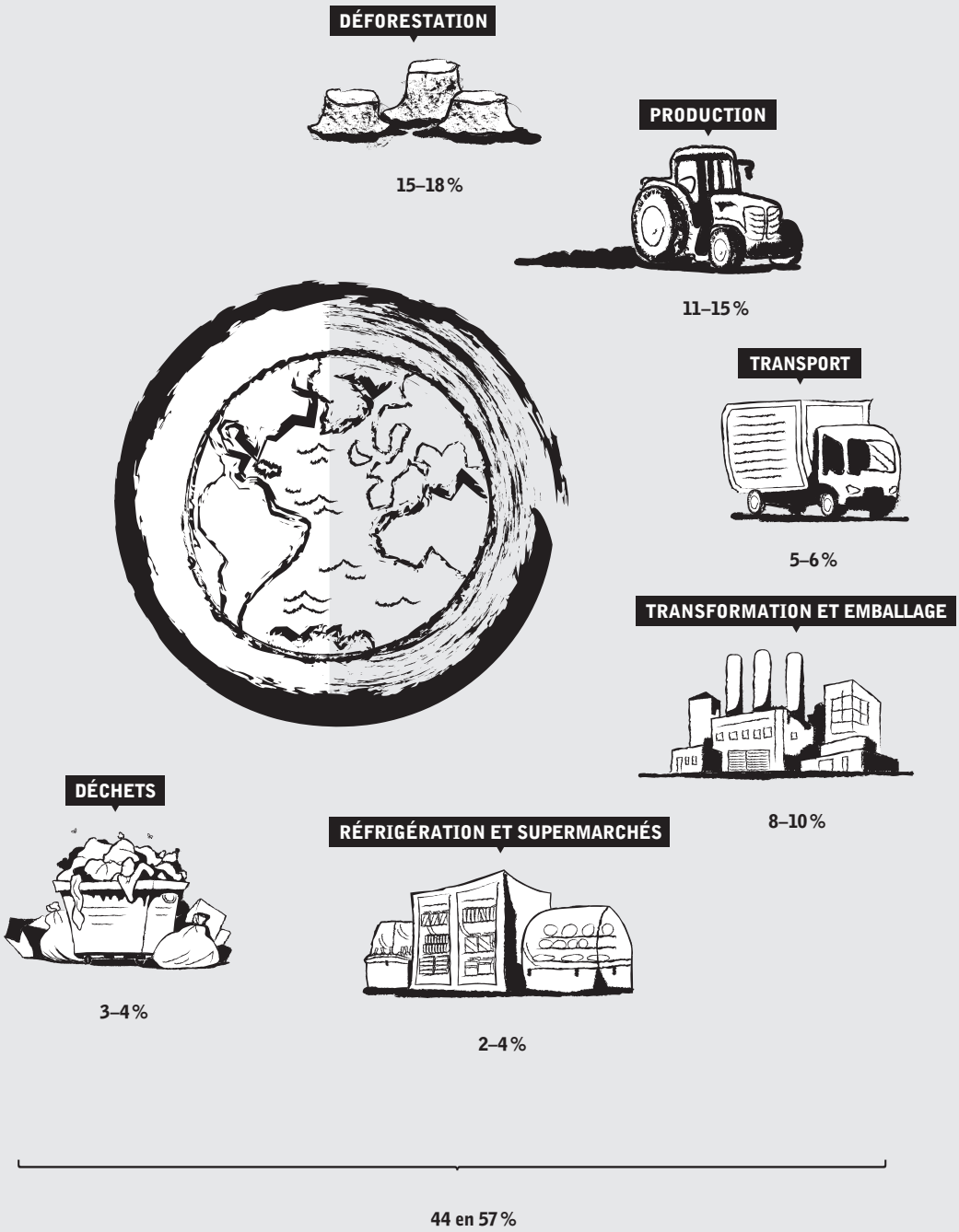
Dans les réunions des Nations Unies concernant le climat, les entreprises agroindustrielles utilisent leur important pouvoir de lobbying pour exercer une influence sur les politiques climatiques dans le domaine agricole (Corporate Accountability 2017). Nous ne sommes pas dupes du discours des entreprises. La soi-disant «agriculture intelligente face au climat» fait partie d'un plus vaste processus de projets d'ajustement structurel «verts» exigés par un système économique et des élites politiques en détresse, qui ont épuisé d'autres espaces pour effectuer d'énormes investissements financiers spéculatifs et voient désormais l'agriculture et les terres agricoles comme leur nouvelle frontière» (LVC 2014). L'Accord de Paris fait partie de cette entente. Il fournit un cadre mondial pour l'expansion du marché du carbone.[6] L'Accord de Paris est un «accord sur le marché du carbone» qui marchandise la Terre nourricière et dépossède les paysans et les peuples autochtones de leurs territoires (IEN-CJA 2017: 31).

Les marchés du carbone ont de graves impacts sur les paysans et les paysannes et les communautés locales. Dans un geste grandiose d'écoblanchiment, les entreprises privées, les gouvernements et d'autres parties prenantes cherchent à rétablir, à développer et à financer des «puits de carbone» dans l'agriculture. L'agriculture et les initiatives carbone visant des terres saines sont utilisées comme un moyen pour compenser les émissions continues et excessives de GES des entreprises. Pendant ce temps, les paysans, les paysannes, les peuples autochtones et d'autre populations rurales vivent et utilisent ces dénommés puits de carbone, qui représentent leurs moyens de subsistance. Une fois que l'on donne une valeur marchande au carbone stocké dans les sols, les forêts et les eaux, les utilisations agricoles et celles pour garantir la sécurité alimentaire des communautés rurales deviennent secondaires. Alors que la valeur de la terre augmente, l'accaparement des terres devient plus probable (Confédération Paysanne et CCFD-Terre Solidaire 2016).

Ces entreprises agroindustrielles prétendent que leur pouvoir et leurs bénéfices sont justifiés car elles vont nourrir le monde et résoudre la crise climatique (Grant in Kowitt 2016). Cependant, le système alimentaire industriel ne fournit des aliments qu'à 30 % de la population mondiale. Elle le fait en utilisant un énorme 75 %

**6** L'article 6 de l'Accord de Paris permet que les marchés de plafonnement et d'échange propres à chaque pays (unique) soient globalement intégrés, en particulier en permettant aux pays de transférer une partie de leurs engagements de réduction de GES accordés volontairement (appelés Contributions déterminées à niveau national (CDN)) à un autre pays, ce qui élargit l'espace politique pour encourager le marché du carbone et le colonialisme du carbone (IEN-CJA 2017: 31).

**Figure 1: Pourcentage des émissions de GES mondiales provenant du système alimentaire industriel**




Source: LVC/GRAIN. 2016; affichage propre.

des ressources agricoles (ETC Group 2017). La chaîne alimentaire des entreprises a contribué à la faim et à la pauvreté (Lappé et al. 1998). En outre, le système des entreprises agroindustrielles est particulièrement nuisible aux femmes et aux jeunes. Les femmes sont les premières à souffrir les impacts de l'expropriation des terres et des changements et désastres climatiques (Shiva 1992 ; Neumayer et Plumpter 2007: 522, 555).[7] La concurrence entre les entreprises pour la terre et l'eau provoque des conditions propices aux migrations massives, en particulier des jeunes, ainsi qu'à l'accaparement des terres, les conflits sociaux et les guerres.

Résoudre la crise climatique exige de transformer la relation de pouvoir qui est à la base du système capitaliste. L'agroécologie paysanne offre quelques éléments de départ importants pour élaborer des solutions collectives à ces sérieux problèmes de l'agriculture qui mettent en danger la vie.

## Agroécologie paysanne

Pendant des générations, les paysans, les paysannes et les communautés autochtones ont travaillé avec la nature pour produire des aliments et ce à un très faible risque pour la Terre et en harmonie avec elle. Ces dernières décennies, le terme agroécologie a été utilisé par les mouvements sociaux qui cherchaient à défendre les systèmes paysans et alimentaires à petite échelle et à développer les alternatives à l'agro-industrie (Rosset et Altieri 2017). En même temps, de nombreuses institutions multilatérales, certains gouvernements nationaux, des entreprises et quelques intellectuels et ONG utilisent le concept d'agroécologie d'une manière différente, souvent pour promouvoir l'agro-industrie qui menace les petits producteurs exploitants (Pimbert 2015). Les partisans du système agroindustriel défendent que l'agriculture paysanne est incapable de nourrir la population mondiale grandissante, et accusent les paysans de leur propre misère et faim. Cependant, les producteurs à petite échelle, les paysans, les paysannes, les pêcheurs, les communautés autochtones, les travailleurs ruraux, les femmes et les jeunes nourrissent déjà plus de 70 % de la population mondiale, et ils emploient seulement 25 % des ressources agricoles. (Groupe ETC 2017: 12, 17).

Par ailleurs, un système alimentaire reposant sur la souveraineté alimentaire, la production à petite échelle et l'agroécologie peut réduire globalement les émissions de carbone de la moitié dans quelques décennies. Tout cela peut être réalisé sans marchandiser le carbone et, en même temps, peut contribuer à résoudre le

7 Les projets de marché du carbone provoquent de graves détériorations dans la qualité de vie des femmes. Les recherches ont démontré qu'au Costa Rica, où les communautés n'ont plus accès aux forêts à cause des privatisations provoquées par le marché du carbone et par les programmes de dette contre nature, les femmes de ces communautés n'avaient plus de moyens de subsistance et se trouvent vouées à l'industrie du tourisme sexuel pour pouvoir vivre (Isla 2009: 209–210). En outre, le système agroindustriel dans son ensemble bénéficie les hommes en leur donnant un accès priorité aux terres, aux salaires et au travail des femmes. Ce déséquilibre du pouvoir met en place les conditions pour que se produise la violence à l'encontre des femmes. C'est pour cette raison que nous affirmons que «les entreprises agroindustrielles sont la stratégie rurale du capitalisme patriarcal» (LVC 2012).

problème de la pauvreté et de la faim (LVC et GRAIN 2014). Les cinq étapes nécessaires sont décrites dans tableau ci-dessous.

**Figure 2: Un système alimentaire basé sur la souveraineté alimentaire, les exploitations à petite échelle et l'agroécologie**

| | | |
|---|---|---|
| **Du sol** | | Une bonne politique et des encouragements visant les pratiques agroécologiques paysannes permettraient de rétablir la matière organique des sols à des niveaux de l'agriculture préindustrielle dans un délai de 50 ans et d'absorber 24–30 % de toutes les émissions actuelles de GES. |
| **Chimiques** | | Les produits chimiques épuisent les sols et font que les insectes nuisibles soient immunisés. Les connaissances et les pratiques des paysans améliorent la fertilité des sols, évitent leur érosion et développent les matières organiques, en augmentant le potentiel productif de la terre. |
| **Aliments** | | Une grande partie des émissions de GES du système alimentaire peut être éliminée grâce aux marchés locaux et à la consommation d'aliments frais, en supprimant les aliments transformés et congelés des supermarchés. Les aliments ne sont pas une marchandise avec laquelle négocier. |
| **Producteurs** | | Les monocultures sont des émettrices considérables de GES. Les petits agriculteurs nourrissent 80 % de la population dans les pays non-industriels, en utilisant moins de 25 % des terres agricoles. La redistribution des terres aux petits exploitants ajoutée à des politiques pour récupérer la fertilité des sols et pour promouvoir les marchés locaux, peuvent réduire de la moitié les émissions de GES dans quelques décennies. |
| **Solutions** | | Les aliments et l'agriculture sont les principaux responsables des émissions de GES. Les solutions actuelles des gouvernements comme l'ASC, les OGM, la géo-ingénierie, les biocombustibles, les marchés du carbone et REDD+ n'attaquent pas la racine des causes du changement climatique. Une transition d'un système alimentaire industrialisé vers des pratiques agroécologiques reposant sur la souveraineté alimentaire présente une solution réelle pour la crise climatique. |

Illustration: Raúl Fernández Aparicio/GRAIN/LVC (Dans la publication «Food sovereignty: five steps to cool the planet and feed its people»)

La souveraineté alimentaire est le droit des paysans, des paysannes et des communautés locales à contrôler leurs propres systèmes alimentaires. L'agroécologie paysanne est la souveraineté alimentaire en action. Elle est «politique, elle exige que nous questionnions et transformions les structures de pouvoir dans la société. [Elle met] le contrôle sur les semences, la biodiversité, la terre et les territoires, l'eau, la connaissance, la culture et le bien commun entre les mains des personnes qui nourrissent le monde» (LVC 2015a). L'agroécologie paysanne réduit de manière drastique l'utilisation d'apports extérieurs devant être achetés à l'agro-industrie. Elle refuse l'utilisation de produits agrochimiques, d'hormones artificielles, d'OGM, de la biologie synthétique et d'autres technologies commerciales qui détruisent le bien-être des personnes et la souveraineté alimentaire. Ce système produit aussi

pour fournir les marchés locaux, en aidant ainsi les communautés à se dissocier des chaînes de valeur mondiales des entreprises (LVC 2015a).

En 2015 à Nyéléni, au Mali, plusieurs mouvements sociaux alliés se sont unis pour développer les piliers et les principes communs de l'agroécologie (LVC 2015a). En avril 2018, à Rome, en Italie, des producteurs alimentaires à petite échelle et leurs alliés se sont réunis à nouveau lors du 2ème Symposium international sur l'agroécologie de la FAO, et ont réaffirmé que:

> «L'agroécologie est une manière de vivre de nos peuples, en harmonie avec le langage de la Nature. C'est un changement de paradigme dans les des rapports sociaux, politiques, productifs et économiques dans nos territoires, qui transforme la manière dont nous produisons et consommons les aliments et qui rétablit une réalité socio-culturelle détruite par la production industrielle des aliments. L'agroécologie génère de la connaissance locale, construit la justice sociale, encourage l'identité et la culture et renforce la viabilité économique des zones rurales et urbaines».[8]

L'agroécologie paysanne refroidit la Terre. Elle consomme moins d'énergie que l'agro-industrie (ETC Group 2017: 35). Le système paysan permet aussi la conservation des combustibles fossiles dans la terre en utilisant moins de produits chimiques issus des combustibles fossiles[9] et des technologies. En outre, les recherches ont démontré que la richesse en biodiversité des systèmes agroécologiques rend ces systèmes plus résilients aux désastres climatiques (Vendermeer et al. 1998, Altieri et al. 2015).

L'agroécologie, dans le contexte de la souveraineté alimentaire, encourage la justice sociale et l'équité. En particulier, l'agroécologie paysanne a de solides racines féministes. Elle reconnait les femmes en tant que qu'agents centraux de la transformation agroécologique – dans les fermes et au sein des mouvements sociaux (Why Hunger 2017). La lutte en faveur de l'agroécologie soutien le contrôle partagé par tous des éléments essentiels à la vie, y compris la terre (LVC 2015a). L'agroécologie donne aux femmes plus d'autonomie et du pouvoir au sein de leurs familles et leurs communautés. Il en est de même pour les jeunes et les plus âgés.[10]

---

**8** Déclaration des Organisations des petits producteurs alimentaires et des Organisations de la société civiles au 2ème Symposium international sur l'agroécologie convoqué par la FAO (2018).

**9** La plupart des paysans n'utilisent pas de produits chimiques mais plutôt du fumier, les dénommés résidus agricoles et les micro-organismes présents dans le sol, qui fixe 70–140 millions de tonnes d'azote par an, ce qui permet de bloquer l'équivalent d'environ 90 milliards de $ de ventes en engrais azotés (ETC Group 2017: 32).

**10** Des recherches à Cuba ont démontré que des niveaux plus élevés de biodiversité dans les fermes se traduisent par un plus grand partage de la richesse et du pouvoir de décision parmi tous les membres de la famille et contribuent à un effondrement du pouvoir patriarcal des hommes (Machín Sosa et al. 2013).

DEUXIÈME PARTIE

# Actions de terrain en faveur de l'agroécologie et la souveraineté alimentaire

Voyons maintenant l'expérience des organisations paysannes sur le terrain de La Via Campesina et ses alliés pour résister aux fausses solutions et pour bâtir la souveraineté alimentaire et l'agroécologie dans quatre domaines: élevage et agriculture, terres et forêts, formation politique des mouvements sociaux et résilience face aux désastres climatiques. Dans la deuxième partie nous présentons des exemples de résistance: la production d'aliments avec des méthodes de l'agroécologie paysanne pour nourrir les gens, pour bâtir la justice sociale et pour contribuer à atténuer les émissions de GES tout en s'adaptant au changement climatique.

## La production paysanne et l'élevage à petite échelle réduisent les émissions de GES et conservent les ressources du sol

Plusieurs rapports de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ainsi que d'autres sources, citent l'élevage comme responsable de 14,5 % des émissions mondiales de GES (FAO 2006). Les 20 principales entreprises de produits laitiers et de viande émettent ensemble plus de GES que l'Allemagne (IATP et al. 2017). La Confédération Paysanne,[11] une des organisations membres de La Via Campesina en France, a travaillé pour mettre en lumière les différences entre les deux principaux modèles d'élevage: l'élevage industriel (basé sur les entreprises agroindustrielles) et l'élevage paysan (basé sur l'agroécologie paysanne).[12] Cette distinction est importante car elle dissipe le mythe que tout élevage est nocif pour le climat.

*Des modèles opposés*

D'un côté, les exploitations industrielles sont très spécialisées, elles travaillent avec d'importantes populations animales concentrées dans un seul lieu, elles produisent des déchets animaux à échelle industrielle et elles libèrent beaucoup trop d'azote et de phosphore dans l'environnement alors qu'elles laissent d'autres terrains privés

11 www.confederationpaysanne.fr

12 L'élevage paysan comprend aussi les communautés et les éleveurs nomades.

Source: La Via Campesina

*L'agroécologie paysanne a besoin d'un soutien immédiat afin d'inverser les crises sociales et écologiques qui sont étroitement liées. Pour que les gouvernements prennent au sérieux les solutions réelles à la crise climatique, ils doivent de toute urgence s'inspirer des indications des masses, en particulier des communautés paysannes rurales et nomades, des petits pêcheurs et des peuples autochtones, y compris les femmes et les jeunes qui sont les plus touchés par la crise.*

de ces éléments. Les exploitations industrielles ont une demande élevée en production fourragère. Afin d'atteindre ce grand volume, les pratiques culturales sont intensifiées et la rotation des cultures est simplifiée, en particulier par l'utilisation de grandes quantités de fertilisants synthétiques, de concentrations élevées de fumier et d'autres apports extérieurs. L'utilisation intensive des ressources cause une augmentation de la concentration en oxyde nitreux et autres émissions de GES (UBA 2014). En outre, la production fourragère pour fournir les exploitations industrielles est en concurrence directe avec la production d'aliments pour les humains ainsi qu'avec la conservation des réserves naturelles de grande valeur. En Amazonie par exemple, le changement d'affectation des terres en faveur de l'élevage industriel a représenté un important danger. 80 % de toutes des terres déforestées a été transformé en pâturages pour les animaux qui broutent alors que les 20 % restants ont été utilisés principalement pour produire du fourrage (Machovina & Feeley 2014).

Pourtant, les animaux font partie intégrante des agrosystèmes. L'élevage paysan implique la conservation d'importantes surfaces de prairies permanentes et de biodiversité animale et végétale. Il encourage l'intégration des cultures et de l'élevage. De plus, 430 millions de producteurs dans le monde travaillent avec la traction animale, ce qui représente une très importante source d'énergie pour les populations rurales et évite l'utilisation de combustibles fossiles (Journal d'Uniterre 2018). Cela signifie que les animaux fournissent en même temps la traction animale pour cultiver les terres et l'engrais pour fertiliser le sol. Les ressources de ce système (engrais, résidus des cultures, énergie) profitent aussi bien aux cultures qu'à l'élevage, ce qui augmente l'efficacité, la productivité et la durabilité des fermes (Powell, Pearson et Hiernaux 2004 dans Altieri et Rosset 2017: 13). Selon ce modèle, les fermiers évitent l'utilisation de fertilisants synthétiques qui dégradent les sols et font diminuer leur contenu en humus. L'engrais animal aide à maintenir l'humus dans le sol, alors que l'humus stocke le $CO_2$ ce qui contribue à l'atténuation du changement climatique. Les prairies représentent un moyen important pour absorber et stocker le carbone. Une des études les plus détaillées à niveau européen sur le bilan du GES a révélé que les pâturages européens ont un potentiel extrêmement important pour absorber de grandes quantités de carbone, en piégeant de 2 à 2,7 fois plus d'émissions de carbone provenant du transport et de la production de fertilisants dans l'UE. Cependant, le stockage net de GES par la surface terrestre (y compris la biomasse forestière et les sols, les pâturages, autres espaces boisés et les terres agricoles) peut diminuer car les émissions de $CH_4$ et $N_2O$ augmentent avec l'intensification de l'agriculture et la sylviculture (Schulze et al 2009).

De plus, les producteurs paysans et à petite échelle utilisent les pâturages soit là où d'autres cultures ne sont pas semées soit là où les pâturages sont intégrés dans les cycles de rotation plus longs. Ceci offre l'avantage de réduire la présence de parasites et de rétablir la fertilité du sol. Les pratiques holistiques de l'agroécologie paysanne comprennent aussi des systèmes de polyculture d'élevage qui reconnaissent les différences entre les espèces et utilisent leurs complémentarités, en nourrissant par exemples les cochons et les volailles avec les déchets de céréales et de légumes et autres restes, et en produisant des fertilisants naturels.

Les vaches ont été accusées d'être les principales destructrices du climat à cause du méthane ($CH_4$) produit lors de leur processus de digestion. Certains experts affirment que l'intensification de la production serait une solution au problème. La logique derrière ceci veut que chaque animal vivrait des vies plus courtes et en conséquence produirait moins de $CH_4$. Cependant, selon la Confédération Paysanne, il s'agit d'un argument erroné. Ils signalent qu'une augmentation de la productivité par animal va généralement de pair avec des facteurs négatifs: diminution de la santé des animaux, simplification de la production agricole, destruction des pâturages, utilisation élevée des combustibles fossiles et autres types d'énergie pour les machines, le transport et la réfrigération, et de plus grandes distances entre producteurs et consommateurs. En prenant en compte ces facteurs, les fermes industrielles ont un bilan désastreux en matière d'émissions de GES (FAO 2006). Par ailleurs, elles ont des normes sociales déficientes, l'exploitation au travail par le biais de bas salaires et de mauvaises conditions de travail est une réalité et elles bénéficient d'importantes subventions payées par les contribuables (Confédération Paysanne 2015). Les fermes industrielles ont aussi de nombreux impacts négatifs sur la santé publique y compris la pollution de l'eau et de l'air ainsi que la résistance aux antibiotiques (GRAIN 2017).

Pour finir, la consommation est aussi un important facteur à prendre en compte. La publicité de l'agro-industrie encourage les consommateurs à acheter de plus en plus, en contribuant ainsi à l'augmentation mondiale de la consommation de viande (Confédération Paysanne 2015). Cependant, il est urgent de réduire cette consommation et d'améliorer sa distribution conformément à ce qui est adapté d'un point de vue en même temps écologique, nutritionnel et culturel. La souveraineté alimentaire permet un niveau de contrôle local sur la nourriture qui est à même de remédier à la faim car les liens sociaux – et non pas les forces du marché – ont une influence sur les personnes qui mangent, quelle quantité, quand, quel genre et quelle qualité d'aliments.

*Les éleveurs paysans français en action*

Pour toutes les raisons décrites ci-dessus la Confédération Paysanne travaille depuis des années pour renforcer les mouvements prônant la souveraineté alimentaire, pour former les paysans, les paysannes et leurs alliés et pour faire avancer les politiques publiques – à niveau local, national, européen et international – qui visent à protéger les petits éleveurs et qui soutiennent le changement de modèle de l'élevage animal industriel. Son travail de plaidoyer cherche le soutien public pour renforcer les systèmes de pâturages et de faibles apports extérieurs. De telles politiques seraient en mesure de relever de nombreux défis du 21ème siècle.

Mais les stratégies de la Confédération Paysanne vont au-delà du travail de plaidoyer. Les actions de désobéissance civile représentent un pilier important de sa résistance. La Confédération Paysanne défend les fermiers qui refusent de vacciner ou de mettre des puces sur leurs animaux. Elle organise des actions collectives

comme par exemple le démantèlement de la salle de traites dans une exploitation fermière de 1 000 vaches.[13]

Un nombre important de membres de la Confédération Paysanne ont été poursuivis en justice pour leurs actes de résistance. Certains ont même perdu leurs subventions publiques ou le droit de vendre leurs produits. Cette résistance a un prix élevé. Mais elle a été capitale pour la survie de l'élevage paysan en France et pour sensibiliser la société que l'élevage paysan n'a aucun rapport avec le système d'élevage industriel. L'élevage paysan fait plutôt partie d'un vaste mouvement en faveur de la souveraineté alimentaire et de la justice climatique.

### Les paysans et paysannes en Indonésie défendent leurs droits en résistant à l'accaparement des terres et à la déforestation

L'Indonésie compte la troisième forêt tropicale la plus importante de la planète. La vitesse de déforestation dans le pays se trouve parmi les plus élevées au monde. Au début des années 2000 à Jambi, une province riche en ressources au Sud de Sumatra, environ 96 000 hectares de terres furent privatisées par le biais de REDD+ (LVC 2017b) au nom d'un projet «respectueux de l'environnement». Les communautés locales ont perdu leur souveraineté alimentaire alors qu'une entreprise a reçu un bail foncier pour accéder à la terre pendant 100 ans (LVC 2008). Pour les communautés locales REDD+ a représenté une violation grave des droits des paysans. En 2016, à Mekar Jaya, une province au Nord de Sumatra, les maisons et les champs de maïs de plus de 100 familles ont été détruits par la police pour faire place à la culture industrielle d'huile de palme par deux entreprises. Les communautés paysannes expulsées ont habité et travaillé sur cette terre depuis plus de six décennies (LVC 2017a). En avril 2018 un projet de construction d'autoroute du gouvernement régional a provoqué une autre expulsion massive. Cette fois-ci 140 familles paysannes de neuf villages du centre de Java ont perdu leurs terres et leurs maisons, ce qui a provoqué une grande misère chez ces familles (LVC 2018).

Cette déforestation et dégradation de la forêt doivent cesser de toute urgence afin de pouvoir lutter contre le changement climatique et stopper les menaces à la vie des communautés dépendantes de la forêt qui sont confrontées aux expulsions forcées. Le programme de marché du carbone, REDD+, approuvé par les Nations Unies, est censé protéger les forêts et par conséquent réduire les émissions

13 Voir: https://viacampesina.org/en/france-call-for-support-to-confereration-paysanne et http://en.rfi.fr/economy/20140529-farmers-arrested-protest-1750-cow-factory-farm-protest.

provenant de la déforestation. En réalité, ce programme renforce le contrôle des entreprises sur le territoire et fait augmenter les bénéfices.[14]

Les paysans indonésiens organisés autour du Syndicat paysan indonésien (SPI)[15] sont engagés dans une lutte de longue haleine contre la déforestation, l'accaparement des terres et l'expulsion de communautés paysannes de leurs territoires. Ils ont organisé des occupations des terres et ont fait pression sur le gouvernement pour mettre en place une réforme agraire populaire qui redistribue la terre de manière donner la priorité aux besoins des populations.

Dans le cadre de cette lutte contre l'accaparement des terres, le SPI a joué un rôle capital en lançant un processus global visant à développer ce que l'on a appelé «la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales». En 2010, suite à de nombreuses années de travail conjoint entre le SPI et d'autres membres de La Via Campesina et ses alliés, le Conseil des droits de l'homme a mandaté un Comité consultatif pour qu'il entreprenne une étude préliminaire sur les méthodes et les moyens pour avancer en matière des droits des paysans et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales. En 2012, les résultats de l'étude ont débouché sur la mise en place d'un groupe de travail intergouvernemental ouvert sur le sujet. Depuis le mois de juin 2018, la Déclaration se trouve dans les dernières étapes de négociations et on espère qu'elle soit adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies. Parmi ses principaux éléments se trouvent des mesures pour garantir les droits des communautés paysannes à la terre, à l'eau et à d'autres ressources, ainsi que pour garantir les autres droits qui protègent les paysans et les paysannes contre la discrimination systématique et les violations des droits de l'homme.

Alors que les entreprises et les gouvernements du monde répondent à la crise croissante en poursuivant leur activité habituelle, La Via Campesina lutte en faveur de la justice et des droits de l'homme. Le combat du SPI nous montre que la défense des droits des paysans et la protection d'écosystèmes sains ne peuvent pas être dissociés.

### Des solutions réelles dans la région Afrique de l'Est et du Sud (SEAf) de LVC

Les petits exploitants d'Afrique sont particulièrement vulnérables au changement climatique et, dans leur ensemble, les peuples d'Afrique sont parmi les moins responsables du niveau des émissions d'un point de vue historique (Althor et al. 2015).

**14** REDD+ est un mécanisme négocié dans le cadre de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) permettant aux donateurs internationaux et aux compagnies privées de rémunérer des pays qui conserveront leurs forêts intactes, selon cette théorie, afin de piéger le carbone et de stabiliser le climat. Ce mécanisme de marché du carbone jouit d'un ample soutien international lors des réunions sur le climat des Nations Unies. Cependant, ces programmes ont un impact négatif sur les paysans et les peuples autochtones car les forêts sont privatisées. REDD provoque une augmentation de l'accaparement des terres.

**15** SPI signifie Serikat Petani Indonesia. C'est une organisation membre de LVC en Indonésie. www.spi.or.id

En dépit de cela, l'Accord de Paris ne comprend aucune disposition qui reconnaisse des responsabilités différentes des pays africains en matière d'émissions de GES historiques.[16] Face à cette injustice, des formations politiques et des échanges de paysan à paysan – une partie essentielles du travail de La Via Campesina – ont contribué à renforcer les capacités au sein de la région Sud et Est de l'Afrique (SEAf) afin d'aider les petits exploitants à développer leur propre analyse des problèmes et des solutions sur la base de leurs expériences partagées et de leur propre expertise. Lors de ces formations, les fermiers racontent leurs histoires, définissent leurs circonstances et dessinent leurs priorités. Tout en échangeant avec d'autres fermiers, ils apprennent mutuellement les meilleures pratiques et les cosmovisions et ils renforcent et bâtissent la solidarité.

*À Juru[17], l'agroécologie est essentielle pour lutter contre le changement climatique*

Lors d'une formation régionale en janvier-février 2018, des délégués de La Via Campesina de six pays de la région ont visité des petits exploitants et leurs familles à Juru, dans le district Goromonzi du Zimbabwe de la province de l'Est de Mashonaland.

Le changement climatique provoque des sécheresses dans cette région. Trop de chaleur et pas assez de précipitations ont provoqué que le maïs, la culture de base du pays, soit en sous-production. Les fermiers du Centre de Juru font face aux défis que présente le manque de précipitations avec l'agroécologie. Ils s'appuient sur une variété de techniques qui comprennent le paillage, les cultures intercalaires, les cultures mélangées, la récupération des eaux de pluie, l'utilisation de terrasses, la plantation d'arbres fruitiers, l'agroforesterie ainsi que l'enregistrement des précipitations. Les fermiers de Juru produisent aussi des cultures qui sont réputées résister à la chaleur extrême y compris les arachides et les fèves.[18] Les délégués ont convenu sur l'importance de conserver et d'utiliser des semences traditionnelles ou autochtones adaptées aux conditions locales. Leur expérience démontre que la souveraineté alimentaire et les processus agroécologiques atténuent et s'adaptent au changement climatique.

**16** En préparation de l'Accord de Paris, des tactiques de harcèlement des gouvernements du Nord global ont saboté le principe des Responsabilités communes mais différentiées (RCMD) de la CCNUCC. Alors que ce principe aurait reconnu les responsabilités différentes des pays africains en matière d'émissions historiques, ce principe central pour la justice climatique a été exclu du cadre d'engagements présentés dans l'Accord de Paris.

**17** Le Centre de Juru est un membre du réseau national du Forum de petits exploitants biologiques du Zimbabwe (ZIMSOFF), qui est l'organisation qui anime actuellement le secrétariat général de LVC. www.facebook.com/zimsoff

**18** Même si la production maïs est importante dans la culture et le style de vie de la population du Zimbabwe, le gouvernement encourage sa culture sans mettre en place des alternatives suffisantes. Ces alternatives seront nécessaires pour garantir la souveraineté alimentaire du pays, alors que le changement climatique menace l'horizon. Les fermiers auront besoin du soutien du gouvernement pour faire la transition vers l'agriculture diversifiée et l'agroécologie.

*Redéfinir l'«Agriculture intelligente face au climat»*

Les délégués présents lors de la réunion régionale SEAf ont accordé que la soi-disant «Agriculture intelligente face au climat» n'est pas faite pour favorises les petits exploitants. Elle fait plutôt partie du lot de fausses solutions de l'agriculture qui permet que les grands pollueurs fassent des bénéfices grâce à la crise climatique aux dépens de la souveraineté alimentaire (LVC et Afrika Kontakt 2018).

La FAO et l'Alliance globale pour l'agriculture intelligente face au climat (AGAI)[19] et d'autres institutions du secteur privé et gouvernemental utilisent le terme «intelligente face au climat (climate smart)» pour faire référence à toute pratique qui favorise les intérêts qui répondent à leurs besoins. Selon eux, l'agriculture agroécologique et la production avec des OGM, sont toutes deux «intelligentes face au climat». Les membres de SEAf contestent cette ambiguïté avec un point de vue clair: «l'agriculture intelligente face au climat» correspond à l'utilisation massive de produits chimiques et de fertilisants pour la production agricole. L'«agriculture intelligente face au climat» implique l'utilisation de la technologie de pointe et des OGM ainsi que la promotion de la biotechnologie. L'«agriculture intelligente face au climat» est le contraire de l'agroécologie.

Dans certaines parties de la région de Teso, en Ouganda, les petits exploitants ont dénoncé que les semences de manioc, distribuées par les instituts de recherche gouvernementaux dans le cadre du soi-disant Programme d'agriculture intelligente face au climat, n'ont pas donné les solutions escomptées. En fait, elles pourrissaient rapidement et étaient de croissance lente. Par opposition, l'agroécologie contribue à la sécurité alimentaire et à la souveraineté alimentaire en fournissant aux familles suffisamment de diversité dans les cultures et répondant ainsi à leurs besoins dans les périodes où le climat varie. La pratique de l'agroécologie permet aux fermiers de jouir d'une plus grande souveraineté alimentaire et leur évite de devoir acheter leurs semences et produits à des entreprises agroindustrielles (LVC et Afrika Kontakt 2018). Selon un représentant des fermiers de la région, «afin de conquérir la justice sociale on a besoin de regagner le contrôle sur les semences: les sélectionner, les gérer, les maintenir et les améliorer en utilisant des méthodes de sélection végétale participatives. Ceci permettra que les fermiers soient en mesure de replanter».

## Agroécologie: une récupération juste et une aide mutuelle à Porto Rico suite aux ouragans de 2017

En septembre 2017, l'île de Porto Rico a vécu deux ouragans consécutifs catégorie 5: Irma et María. Les paysans, les paysannes, les fermiers, les ouvriers agricoles et les travailleurs vivant dans les zones rurales et urbaines ont été particulièrement vulnérables. De nombreux mois après le passage des ouragans, des communautés locales, en particulier dans les zones rurales, n'ont toujours pas accès à l'électricité et aux

19 L'AGAI, est une initiative encouragée par la FAO. Des multinationales de premier ordre comme Monsanto, DuPont-Pioneer, BASF, McDonalds et Cargill sont aussi membres de l'AGAI. 60 % des cotisations du secteur privé de l'AGAI provient de l'industrie des fertilisants (GRAIN 2015).

services de base. Le nombre de morts lié de manière directe ou indirecte aux ouragans continue de croître alors que le gouvernement n'a pas encore abordé le problème des infrastructures chancelantes.[20]

Organización Boricuá de Agricultura Ecológica de Puerto Rico est une organisation de fermiers, de paysans et d'activistes qui fête ses 28 ans et qui pratique et encourage l'agroécologie comme instrument essentiel pour atteindre la souveraineté alimentaire.[21] Plusieurs mois après avoir vécu ces ouragans et leurs conséquences dévastatrices, les membres de Boricuá ont partagé quatre raisons pour lesquelles l'agroécologie et la souveraineté alimentaire sont capitales pour faire face à la crise climatique.

### *L'agroécologie, grande résilience au changement climatique comparée à l'exploitation conventionnelle*

Les orages ont eu un grand impact sur les producteurs traditionnels dont les fermes en monoculture dépendent des apports extérieurs. Dans presque toutes les régions, les monocultures ont été rasées pendant les tempêtes. Les investissements en capital humain et financier dans les apports extérieurs ont été perdus. Avec le temps, la dette des producteurs a augmenté car il n'y a pas eu de récolte pour payer la facture. Cette perte est aggravée par une mauvaise administration du gouvernement qui empêche que les fermiers aient accès aux paiements des assurances et autres aides. Plus de neuf mois après les orages, l'agriculture traditionnelle ne s'est pas encore remise.

L'expérience des exploitants agroécologiques était quelque peu différente. Certes ils ont eu des pertes importantes. Cependant, comme au Guatemala et au Nicaragua après l'ouragan Mitch en 1998,[22] nous observons que les fermes agroécologiques ont été plus résilientes aux puissants vents et pluies des tempêtes. Nous remarquons que les fermes agroécologiques ont été en mesure de rebondir, en grande partie car elles ont recours à un système d'exploitation diversifié qui protège et partage les connaissances ancestrales[23] et locales *jíbaro-campesino*.[24] De nombreux légumes-racine comme le manioc, l'igname, le taro et la patate douce ont résisté à la tempête.

---

**20** Les premiers mois après la tempête, le Centre de journalisme d'investigation de Porto Rico avait estimé à l'origine le nombre de morts à des milliers. Une nouvelle étude menée par des chercheurs de Harvard confirme qu'il y a eu au moins 4 645 morts dans les premiers trois mois. L'étude a aussi montré que, si la tendance continue, des milliers de morts supplémentaires pourront être attribués à l'abandon du le gouvernement qui se poursuit aujourd'hui. Aucun chiffre de peut refléter ceux qui sont disparus ou ceux qui dans l'urgence ont dû être enterrés dans l'arrière-cour et n'ont pas été comptabilisés. Le lien vers l'étude de Harvard est: www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJMsa1803972.

**21** Boricuá est une organisation membre de La Via Campesina. www.facebook.com/organizacionboricua

**22** Voir: Holt-Giménez, Eric. «El huracán Mitch» dans Campesino a campesino. Managua: 2008.

**23** Quelques fermes ont souffert moins de l'érosion grâce à l'agroforesterie et aux pratiques agroécologiques.

**24** *Jíbaro* est le mot porto ricain qui signifie paysan, alors qu'en espagnol on emploie le terme *campesino*.

Avec un grand éventail de cultures dans les fermes, de nombreux membres de notre réseau récoltaient des aliments pour leurs familles et leurs communautés quelques jours après les ouragans, alors qu'en même temps ils semaient des produits pour nourrir les gens dans les semaines et mois à venir.

*La méthodologie de la brigade aide au rétablissement et à intensifier l'agroécologie*

Toutes les années de travail de Boricuá sur l'agroécologie ont permis de créer un réseau d'aide mutuelle. Nous avons été en mesure de nous appuyer sur ce réseau pour nous rétablir du capitalisme du désastre où les entreprises profitent des désastres naturels pour faire avancer leurs intérêts.[25] Notre principale force est que nous pouvons compter les uns sur les autres: nous nous organisons ensemble, comme une famille, au sein de «groupes base» dans différentes régions de l'archipel de Porto Rico.

La méthodologie suit un processus décentralisé et d'aide mutuelle dénommé brigades. Cette méthodologie a été au cœur du travail de Boricuá pendant des décennies. Grâce aux brigades, les femmes, les hommes, les jeunes et les plus vieux travaillent la terre de manière collective. Nous échangeons des semences, nous apprenons des expériences locales, nous organisons des ateliers d'agroécologie, nous sommes en contact les uns avec les autres, nous nous déplaçons de région en région pour soutenir le réseau de fermiers et de projets agroécologiques. Une brigade va exécuter collectivement autant de travail en… que le travail exécuté en environ un mois dans une ferme traditionnelle.

Les brigades ont aussi une dimension politique. Avec les bottes sur la terre et les outils dans les mains, les brigades deviennent un espace idéal où les groupes sur le terrain peuvent poursuivre leur processus de formation dans un format *campesino-a-campesino* (paysan-à-paysan). Les participants apprennent mutuellement sur la dimension politique de l'agroécologie. La brigade est un outil pour intensifier l'agroécologie en encourageant son adoption dans de nouveaux domaines. Ce travail est réalisé sans le soutien d'institutions formelles. Lorsque nous travaillons ensemble sur la base des principes de la justice sociale, nous ne nous limitons pas à produire de la nourriture saine en harmonie avec la Terre, nous bâtissons aussi le pouvoir de la communauté.

*L'agroécologie: une forme de résistance et une alternative au capitalisme*

Nous ne reconstruisons pas le même système qui a créé les problèmes en premier lieu. Nous sommes porteurs d'un changement systémique en commençant par nos propres communautés et territoires. Nous attaquons la racine du problème – le système capitaliste qui mise sur le colonialisme, le racisme et le patriarcat.[26]

25 www.democracynow.org/2018/2/19/five_months_after_maria_san_juan.

26 Légalement, Porto Rico est un état associé aux États Unis. Dans le cadre de cette relation, Porto Rico est devenu une colonie pour l'agro-industrie transnationale, y compris Bayer, Monsanto, Syngenta, DuPont Pioneer, et d'autres qui développent des expériences avec les OGM sur des terres agricoles publiques, en mettant en danger la santé des communautés et de l'environnement.

Pour nous, l'agroécologie est une forme de résistance – un instrument pour organiser l'opposition au pouvoir des entreprises. L'agroécologie ne peut pas être définie uniquement en termes de durabilité et de production d'aliments sains. Lorsque nous travaillons ensemble comme fermiers, fermières, ouvriers et ouvrières agricoles, paysans, paysannes et activistes en faveur de la souveraineté alimentaire, nous le faisons pour établir une plateforme solide qui développe des politiques, qui influence l'opinion publique, qui nous éduque mutuellement, qui se mobilise contre les entreprises qui mettent nos vies et nos gagne-pains en péril. Nous mettons en pratique l'agroécologie pour protéger et partager les connaissances ancestrales *jíbaro-campesino*, pour rentre plus visible la lutte des communautés urbaines et rurales et pour aider à produire une nouvelle génération de fermiers. L'agroécologie a été un outil de libération qui nous a permis d'être indépendants. Nous sommes axés sur les aliments car nous sommes des fermiers mais nous nous soucions de tous les aspects de la vie et comment ils s'articulent.

*La solidarité internationale renforce notre mouvement*

En tant que membres du mouvement mondial de La Via Campesina et d'autres groupes internationaux, nous avons reçu le soutien de nombreux amis qui étaient présents et disponibles après le désastre. Notre contexte colonial fait que cette solidarité internationale soit essentielle pour nous. Les brigades internationales sont devenues un outil de décolonisation. Il est important pour nous d'être membres d'une articulation internationale qui bâti un mouvement mondial car de nombreux obstacles et problèmes auxquels nous faisons face à niveau local sont systémiques et mondiaux. Leur faire face exige une action coordonnée mondiale. Ce type d'échange international offre la chance d'apprendre des stratégies de nos alliés dans d'autres lieux et permet une analyse politique et une planification stratégique conjointes.

# CONCLUSION

Le système agroindustriel se trouve à un moment critique. Son expansion continue détruit les conditions de vie des générations présentes et futures. Les voies pour atteindre un monde limité à 1,5°C doivent être drastiquement différentes que celles qui ont provoqué la crise que nous connaissons actuellement. Ce chapitre a cherché à préciser une réalité capitale: alors que l'agro-industrie détruit la biodiversité, les écosystèmes locaux, le climat mondial, les moyens de subsistance et la vie elle-même, l'agroécologie paysanne est une voie importante pour avancer puisqu'elle nourrit déjà les populations sans mettre en péril la santé de la planète. Comme déclarent le mouvement paysan mondial – La Via Campesina – et nos alliés: «les solutions [r]éelles pour stopper le changement climatique résident dans l'accès à et le contrôle des personnes sur la terre et l'eau, la promotion de l'agroécologie, la restauration de la nature et des retentions d'eau» (CIP 2018). Les paysans du monde ont les capacités et l'expérience pour construire sur et faire croître le pouvoir de la base qui est nécessaire pour réaliser ce pas de géant vers un nouveau système.

Les quatre exemples d'agroécologie paysanne ci-dessus montrent que les paysans et leurs organisations n'attendent pas que les gouvernements et les entreprises prennent l'initiative. Ils défendent et reproduisent désormais des systèmes agricoles qui ont pendant des millénaires entretenu la vie et ne l'ont pas détruite.

L'agroécologie paysanne a besoin d'un soutien immédiat afin d'inverser les crises sociales et écologiques qui sont étroitement liées. Pour que les gouvernements prennent au sérieux les solutions réelles à la crise climatique, ils doivent de toute urgence s'inspirer des indications des masses, en particulier des communautés paysannes rurales et nomades, des petits pêcheurs et des peuples autochtones, y compris les femmes et les jeunes qui sont les plus touchés par la crise. Comme nous avons tenté de démontrer ci-dessus, les stratégies menées par les paysans et les paysannes pour atténuer les émissions de GES et s'adapter au changement climatique constituent les approches les plus holistiques pour inverser la crise climatique et promouvoir la justice sociale dans le système agroalimentaire.

En outre, le combat en faveur d'un monde limité à 1,5oC est aussi un combat en faveur des droits de l'homme.[27] Afin de soutenir les pratiques agroécologiques paysannes et de renforcer la volonté politique pour adopter la souveraineté alimentaire, les mesures politiques doivent comprendre l'application immédiate de processus respectueux des droits de l'homme y compris le Droit à une alimentation adéquate,

**27** Nous souhaitons souligner que, d'après la réglementation internationale et le droit international des droits de l'homme, si les droits de l'homme entrent en conflit avec les intérêts économiques, alors les droits de l'homme doivent prévaloir.

la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), le Consentement préalable, libre et éclairé, la Recommandation générale 34 du Comité sur l'Élimination des discriminations à l'encontre des femmes, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, les Directives concernant les baux, les Directives concernant la pêche à petite échelle, et l'adoption et mise en place rapides de la Déclaration de Nations Unies sur les droits des paysans et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales. La crise climatique est intrinsèquement liée à la crise globale d'inégalité, de faim, de pauvreté, de migrations, de spoliation, de conflits territoriaux, de répression politique, d'occupations et de guerres, pour cette raison des changements systémiques d'envergure sont nécessaires de toute urgence. La Via Campesina et nos alliés travaillent sur les terres, dans les rues et à niveau institutionnel pour que ces chargements se matérialisent.

# TRAVAUX CITÉS


ACTIONAID. «Pris dans le filet: comment ‹zéro émission nette› va retarder une action réelle en faveur du climat et provoquer l'accaparement des terres», juin 2015: www.actionaid.org/publications/caught-net-how-net-zero-emissions-will-delay-real-climate-action-and-drive-land-grabs.

ALTHOR, G., J E.M. Watson, R.A Fuller. 2015. «Décalage mondial entre les émissions à effet de serre et le fardeau du changement climatique». Nature, Scientific Reports, 6: 20281.

ALTIERI, M.A., CI Nicholls, A. Henao et MA Lana. 2015. «Agroécologie et la conception de systèmes fermiers résilients au changement climatique». L'agronomie pour le développement durable, 35: 869–890.

BADGLEY, C., J.K. Moghtader, E. Quintero, et al. 2007 «L'agriculture biologique et l'approvisionnement alimentaire mondial». L'agriculture renouvelable et les systèmes alimentaires, 22, 2: 86–108.

BIOFUELWATCH, HBS, ETC GROUP. 2017. La mauvaise grande solution – L'affaire contre la géo-ingénierie climatique. Et voir: Biofuelwatch et Heinrich Böll Foundation, «L'ultime option en faveur du climat ou simple vœu pieu? Bioénergie par séquestration et stockage du carbone», avril 2015: www.biofuelwatch.org.uk/2016/beccs-report-hbf

CARBON TRADE WATCH. Protéger le carbone pour détruire les forêts: clôture des terres et REDD+. Avril 2013.

CONFÉDÉRATION PAYSANNE. L'élevage: des solutions à petite échelle à des problèmes futurs. Supplément à Campagne Solidaires no 312. Novembre 2015.

CONFÉDÉRATION PAYSANNE ET CCFD-TERRE SOLIDAIRE. 2016. «Nos terres valent plus que le carbone». www.eurovia.org/fr/cop-22-nos-terres-valent-plus-que-du-carbone

CORPORATE ACCOUNTABILITY, ActionAid, ETC Group, APMDD, et Corporate Europe Observatory. 2017. «Polluer Paris: comment les gros pollueurs sapent la politique mondiale en faveur du climat». www.corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2017/10/PollutingParis_COP23Report_2017.pdf

DÉCLARATION DES ORGANISATIONS DES PETITS PRODUCTEURS ALIMENTAIRES et des organisations de la société civile au 2ème Symposium international sur l'agroécologie convoqué par la FAO (2018). https://viacampesina.org/en/declaration-at-the-ii-international-symposium-on-agroecology

ECVC. 2018. La souveraineté alimentaire TOUT DE SUITE! Guide sur la souveraineté alimentaire. www.eurovia.org/wp-content/uploads/2018/02/FR-FoodSov-A5-rev1.pdf

ETC GROUP. 2017. «Qui nous nourrira?: le réseau alimentaire des paysans comparé à la chaîne alimentaire industrielle». www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc-whowillfeedus-english-webshare.pdf.

EUROSTAT. 2011. «De la ferme à l'assiette – un voyage statistique à travers la chaîne alimentaire de l'UE».

FAO. 2006. «L'ombre de l'élevage sur la planète».

FAO. 2011. «La situation des aliments et de l'agriculture 2010–2011: les femmes dans l'agriculture: en finir avec l'écart entre les sexes en faveur du développement». Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

FAO. 2012. «Les gardiens invisibles – les femmes gèrent la diversité de l'élevage». FAO Animal Production and Health Paper No. 174. Rome 2012.

GRAIN. 2015. «Les Exxons de L'agriculture». www.grain.org/article/entries/5270-the-exxons-of-agriculture.

GRAIN. 2016. Le grand vol du climat. GRAIN/Daraja Press.

Zoom Fit Width Recherche Table des matières 2-pages Full-Screen-Mode

GRAIN. 2017. Prendre le taureau par les cornes.
HOLT-GIMÉNEZ, Eric. 2008. «El huracán Mitch» in Campesino a campesino.
IEN-CJA. 2017. «La tarification du carbone: un point de vue essentiel pour la résistance communautaire». Indigenous Environmental Network et Climate Justice Alliance. www.ienearth.org/wp-content/uploads/2017/11/Carbon-Pricing-A-Critical-Perspective-for-Community-Resistance-Online-Version.pdf.
ISLA, Ana. 2009. «Qui paye pour le protocole de Kyoto? Vente d'oxygène et vente de sexe au Costa Rica», dans Eco-suffisance justice globale: les femmes écrivent l'écologie politique, édité par Ariel Salleh. 2009. London and New York: Pluto Press.
CIP. La déclaration du CIP de Paarl (Le Cap). Avril 2018. www.foodsovereignty.org/fr/declaration-cip-cape-town
ITAP, GRAIN ET HEINRICH-BÖLL-STIFTUNG. 2017. «L'empreinte climatique démesurée des industries de la viande et des produits laitiers». www.grain.org/article/entries/5827-l-empreinte-climatique-demesuree-des-industries-de-la-viande-et-des-produits-laitiers.
JOURNAL D'UNITERRE, le Journal Paysan Indépendant. Véganisme entre utopie et réalité. Mars, 2018. https://uniterre.ch/fr/thematiques/veganisme-entre-utopie-et-realite
KARLSSON, L., L.O Naess, A. Nightingale et J. Thompson. 2018. «‹Triple gagnant› ou ‹triple faute›? Analyse des implications sur l'équité du discours politique concernant l'agriculture intelligente face au climat». Journal of Peasant Studies, 45:1, 150–174.
KOWITT, Beth. «Monsanto peut-il sauver la planète?» Fortune Magazine, http://fortune.com/monsanto-fortune-500-gmo-foods.
LAPPÉ, F.M., J. Collins et P. Rosset. 1998. La faim dans le monde: douze mythes, deuxième édition. New York: Grove Press. Chapitre 5.
LVC. La voix des paysans et des paysannes du monde. https://viacampesina.org/fr/quest-via-campesina
LVC. 2008. Les petits fermiers victimes du marché du carbone des forêts. https://viacampesina.org/en/small-farmers-victims-of-forest-carbon-trading
LVC. 2012. «Arrêtez la violence à l'encontre des femmes!» https://viacampesina.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2012/10/Cartilha-VCSudam%C3%A9rica-ingles-18set12.pdf
LVC. 2014. «Démasquer l'agriculture intelligente face au climat». https://viacampesina.org/fr/demasquer-l-agriculture-intelligente-face-au-climat.
LVC. 2015a. https://viacampesina.org/en/declaration-of-the-international-forum-for-agroecology
LVC. 2015b. Le rideau tombe sur une mascarade. Décembre 2015 www.viacampesina.org/en/index.php/actions-and-events-mainmenu-26/-climate-change-and-agrofuels-mainmenu-75/1934-cop21-the-curtain-falls-on-a-masquerade
LVC. 2017a. Lutte paysanne en faveur de la justice.
LVC. 2017b. L'avenir est entre les mains des jeunes paysans! https://viacampesina.org/fr/jeunesse-de-via-campesina-sattaque-aux-defis-politiques-globaux
LVC. 2018. La loi sur l'achat des terres et la construction d'autoroutes provoquent l'accaparement de force des maisons et des terres des paysans: SPI, Indonésie. https://viacampesina.org/en/law-on-land-procurement-highway-construction-is-resulting-in-peasant-houses-and-lands-being-forcefully-grabbed-spi-indonesia
LVC, GRAIN. 2014. La souveraineté alimentaire: cinq étapes pour refroidir la planète et nourrir ses habitants. https://viacampesina.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2014/12/Food%20and%20climate%20poster%2007.pdf
LVC, GRAIN. 2016. Ensemble nous pouvons refroidir la planète! www.grain.org/article/entries/5620-comic-book-together-we-can-cool-the-planet
LVC ET AFRIKA KONTAKT. 2018. «L'agroécologie réalise la justice climatique» https://viacampesina.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2018/05/primer_french_print.pdf
MACHÍN SOSA, B., A.M. Roque, D.R. Ávila et P.M. Rosset. 2010. «La révolution agroécologique: le mouvement de fermier à fermier de l'ANAP à Cuba». La Havane, Cuba, et Jakarta, Indonésie: ANAP et La Vía Campesina. https://viacampesina.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2013/07/Agroecological-revolution-ENGLISH.pdf.

MACHOVINA, B., & Feeley, K. J. 2014. La consommation de viande, un impact clé sur la nature tropicale: une réponse à Laurance et al. Trends in Ecology and Evolution, 29: 430–431.

MOONEY, Pat. 2017. «Trop gros à nourrir: analyse de l'impact des mégafusions, consolidations et concentrations de pouvoir sur le secteur agroalimentaire». www.ipes-food.org/images/Reports/Concentration_FullReport.pdf.

NEUMAYER, Eric et Plümper, Thomas. 2007. La nature spécifique au sexe des désastres naturels: l'impact des catastrophes sur l'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes, 1981–2002. Annals of the Association of American Geographers 97(3). Pp. 551–566.

DÉCLARATION DE NYÉLÉNI. 2007. https://nyeleni.org/spip.php?article290

PIMBERT, Michel. 2016. «L'agroécologie, une vision alternative au développement conventionnel et à l'agriculture intelligente face au climat». Development, 58:2–3, 286–298.

POWELL, JM, RA Pearson et PH Hiernaux. 2004. «Interaction entre agriculture et élevage dans les régions arides de l'Afrique de l'Ouest». Agronomy Journal, 96, 2: 469–483.

ROSSET, P. 1999. Les fonctions et les bénéfices multiples des petites exploitations agricoles. Food First Policy Brief #4. Oakland: Institute for Food and Development Policy.

ROSSET, P. et Altieri, M.A. 2017. L'agroécologie: science et politique. Séries sur le changement agraire et études sur les paysans. Nova Scotia and Winnipeg: Fernwood.

SCHULZE et al. 2009. L'importance du méthane et de l'oxyde nitreux pour le bilan des gaz à effet de serre terrestres en Europe. Nature Geoscience volume 2, 842–850 (2009)

SHIVA, Vandana. 1988. Rester vivantes: femmes, écologie et développement. London and New Jersey: Zed Books.

SMITH, Pete, Mercedes Bustamente, Helal Ahammad, Harry Clark, Hongmin Dong, Elnour A. Elsiddig, et al. 2014. «Chapitre 11: Agriculture, sylviculture et autres usages (AFOLU)». Dans Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) Fifth Assessment Report (AR5) www.ipcc.ch/report/ar5/mindex.shtml.

UBA. 2014. Oxyde nitreux et méthane. www.umweltbundesamt.de/en/topics/soil-agriculture/ecological-impact-of-farming/nitrous-oxide-methane

VANDERMEER, J.m., van Noordwijk, J. Anderson, et al. 1998. «Changement mondial et agroécosystèmes à espèces multiples: concepts et problèmes». Agriculture, Ecosystems and Environment, 67: 1–22.

WHY HUNGER. 2017. «À travers ses yeux: le combat en faveur de la souveraineté alimentaire». https://whyhunger.org/wp-content/uploads/2017/12/through-her-eyes-food-soveriegnty-agroecology-sustainabilty-1.pdf.

ÉCOLOGIE
NUMÉRO 44.6

# Agroécologie paysanne – La Via Campesina en action: des solutions pour le climat

Le coffret Réalisme radical pour la justice climatique –
Une réponse de la société civile au défi de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C comprend les volumes à couverture souple suivants:

NUMÉRO 44.1
**Une réduction gérée de la production de combustibles fossiles**

NUMÉRO 44.2
**Une autre énergie est possible**

NUMÉRO 44.3
**Économie circulaire et zéro déchet, facteurs transformateurs déterminants pour la lutte contre le changement climatique**

NUMÉRO 44.4
**Décroissance – Une vision sobre pour limiter le réchauffement à 1,5°C**

NUMÉRO 44.5
**Le changement du système face à l'échéance**
**Leçons d'organisations du manifeste canadien Un bon vers l'avant**

NUMÉRO 44.6
**Agroécologie paysanne – La Via Campesina en action: des solutions pour le climat**

NUMÉRO 44.7
**Reverdir la terre : protéger le climat par le biais de la restauration de l'écosystème**

NUMÉRO 44.8
**Modélisation des mesures d'atténuation conformes-1,5°C**

*Ces numéros ne sont disponibles qu'en anglais, à l'exception du numéro 44.6.*

ISBN 978-3-86928-194-0

**Heinrich-Böll-Stiftung**
La Fondation verte

Schumannstraße 8, 10117 Berlin, Allemagne
+49 (0)30 285340 info@boell.de www.boell.de